

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq, le quinze octobre, le Conseil Municipal de la commune de Revel dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Coralie BOURDELAIN, Maire.

Nombre de membres afférents au conseil municipal : 15

En exercice : 15

Présents : 11

Pouvoirs : 3

Votants : 14

Date de convocation du Conseil Municipal : 08 octobre 2025

PRESENTS :

Coralie BOURDELAIN, Maire

Patrick HERVE, Sandrine GAYET, Vincent PELLETIER, Adjoint

Mireille BERTHUIN, Stéphane MASTROPIETRO, Dominique CAPRON, Frédéric GEROMIN,
Anne IZABELLE, Thierry RUTGE, Astrid BOUCHARD

PROCURATIONS : Christophe CORBET à Patrick HERVE, Cathy PELOSO à Anne IZABELLE,
Caroline DRIOL à Sandrine GAYET

EXCUSE : Antoine CREZE

Lesquels forment la majorité des membres en exercice.

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. Patrick HERVE ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Délibération n°2025-42

Objet : Modification du tarif repas adulte

Madame Sandrine GAYET rappelle qu'il est possible pour les adultes de prendre un repas au restaurant scolaire (enseignants, agents de la collectivité...). Jusqu'à maintenant le tarif était de 7.50€, comprenant le coût du repas ainsi qu'une partie du coût de la garde des enfants.

Il est proposé de le modifier à 4.00€ à compter de la rentrée scolaire de septembre 2025 afin de prendre en compte le coût du repas (facturé 3.75€ TTC par notre fournisseur) et des frais de gestion.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la modification à 4.00€ du tarif du repas facturé aux adultes à compter de septembre 2025.

Ainsi fait et délibéré à Revel, le 15 octobre 2025
Pour extrait certifié conforme.

Coralie BOURDELAIN
Maire de Revel



Patrick HERVÉ
Secrétaire de séance

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État

Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le



ID : 038-213803349-20251015-DEL_20251015_42-DE